



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
de la sécurité civile
et de la gestion des crises**



1^{er} REGIMENT D'INSTRUCTION ET D'INTERVENTION
DE LA SECURITE CIVILE

Nogent-le-Rotrou, le

Suivi par : CR2 Clémence CAMBRON
Tél. : 02 37 53 46 55
Mél : u1-em-juriste@interieur.gouv.fr

1RIISC/EM/N°

CONVENTION DE PARTENARIAT

Relative à la mise à disposition d'un terrain d'entraînement au profit du détachement du groupement des moyens nationaux terrestres par la commune de Léznigan-Corbières (11).

ENTRE

Le 1^{er} régiment d'instruction et d'intervention de la sécurité civile (1^{er} RIISC)
29 rue de Sully BP 50179 - 28401 NOGENT-LE-ROTRON
Représenté par le colonel Didier TALBOT, chef de corps du 1^{er} RIISC

Ci-après dénommé « 1^{er} RIISC ».

ET

La commune de Léznigan-Corbières
42 cours de la République – 11200 LEZIGNAN-CORBIERES
Représentée par Monsieur Gérard FORCADA, maire de la commune

Ci-après dénommée « la mairie »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

VU :

- Le code forestier ;
- Le code de la défense, et notamment ses articles R. 1142-1 et suivants ;
- Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Le décret n°2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- Le décret n°2010-1298 du 28 octobre 2010 portant attribution de produits au budget du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;
- Le décret n°2017-1073 du 24 mai 2017 relatif aux attributions du ministre des Armées ;
- Le décret n°2017-1070 du 24 mai 2017 relatif aux attributions du ministre de l'Intérieur, notamment les articles 1er et 5 ;
- L'arrêté du 28 octobre 2010 portant application de l'article 2 du décret n°97-199 du 5 mars 1997 et de l'article 1er du décret n°2008-252 du 12 mars 2008 ;
- L'arrêté du 6 avril 2021 portant organisation interne de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ;
- La décision du 6 juillet 2021 portant délégation de signature ;
- La circulaire DGFAR/SDFB/C2004-5007 2009 du 31 août 2004 relative aux plans de protection des forêts contre les incendies (PPFCI).

PRÉAMBULE

Dans le respect des compétences et des attributions de chacun, et afin de préciser les responsabilités des deux services de l'Etat, parties à la présente convention, dans le cadre de l'engagement d'un détachement de la brigade des militaires de la sécurité civile en appui du SDIS 11.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition d'un terrain de la commune de Lézignan-Corbières au profit d'un détachement de la BMSC pour l'entraînement à la manipulation d'engins de travaux publics.

Ce détachement sera pris sur la ressource du Groupement Opérationnel de Lutte contre les Feux de Forêts Languedoc, ci-après désigné « GOLFF Languedoc ».

Les dates d'intervention sont définies annuellement et directement entre le SDIS 11 et le groupement des moyens nationaux terrestres « GMNT/ComBrig ».

Cette mission complète la formation du personnel du régiment désigné sur la maniabilité et l'utilisation des engins de travaux publics de la section d'appui.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA MISE À DISPOSITION

Le terrain est mis à disposition par la mairie de Lézignan du 23 juin 2026 au 16 septembre 2026. Il se situe entre l'avenue François Dominique Toussaint Louverture et le chemin de l'Estagnol, au sein de la commune. La mise à disposition comprend également le domaine communal situé dans la pinède, terrain sur lequel pourront être réalisées des actions de tronçonnage à des fins d'entraînement opérationnel.

Les détachements engagés par la BMSC assurent la sécurisation des sites concernés.

Le terrain pourra être terrassé dans le cadre de manœuvres d'entraînement réalisées par les bulldozers du détachement.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PERSONNEL DE LA BMSC

3.1. Moyens humains et matériels de la BMSC

Le détachement sera composé de 56 militaires du RIISC 1 articulé en :

- Un élément de commandement ;
- Un élément d'intervention feux de forêts ;
- Un élément de soutien ;
- Un élément de travaux.

Les moyens suivants pourront s'entraîner sur le terrain mis à disposition par le bénéficiaire :

- Un véhicule léger tout terrain ;
- Un véhicule type pionnier ;
- Un camion avec remorque (SPL) ;
- Un tracto-niveleur ;
- Une remorque-carburant ;
- Du matériel de foresterie ;
- Du matériel de manœuvre de force ;
- Une section d'intervention retardant : camion-citerne feux de forêts.

3.2. Moyens humains et matériels des Armées

Le détachement pourra être renforcé par 4 militaires du 19^{ème} régiment du Génie, engagés au profit du GOLFF Languedoc dans le cadre du Plan Héphaïstos.

Les moyens suivants seront engagés en fonction des besoins nécessaires à la réfection des pistes :

- 1 camion avec remorque (SPL) ;
- 1 tracto-niveleur.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT ET ALIMENTATION DU PERSONNEL DE LA BMSC

Le détachement est logé au CS de Lézignan-Corbières dans le cadre du GOLFF Languedoc. L'alimentation du détachement du 1^{er} RIISC est assurée dans le cadre du GOLFF Languedoc.

ARTICLE 5 – SOUTIEN SANITAIRE ET MODALITÉS DE TRANSPORT

Le soutien sanitaire et santé est à la charge du GOLFF Languedoc. Le transport et les frais de carburant sont à la charge du ministère de l'Intérieur.

ARTICLE 6 – VISITE DU PERSONNEL DE LA BMSC

Le commandant de la BMSC et le chef de corps du régiment désigné conservent le droit de faire visiter les militaires du détachement par les cadres qu'ils désigneront.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les frais engagés par le détachement sont entièrement pris en charge par le ministère de l'Intérieur.

ARTICLE 8 – COUVERTURE DES DOMMAGES

Les parties sont responsables, chacune dans leur domaine de prérogatives, dans les conditions de droit commun, des dommages de toute nature, dont elles-mêmes, leurs préposés ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 – MODIFICATIONS

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

7.1. Résiliation pour non-respect de la convention

Le 1^{er} RIISC se réserve le droit de retirer l'intégralité du détachement mis à disposition si les termes de la présente convention ne sont pas respectés.

7.2. Droit de retrait unilatéral du 1^{er} RIISC

Le 1^{er} RIISC se réserve le droit de retirer, sans préavis, tout ou partie du détachement pour participer à des opérations de secours sans que ce retrait puisse ouvrir droit à une indemnité quelconque pour le bénéficiaire.

ARTICLE 11 – DIFFERENDS

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient survenir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention.

Un éventuel désaccord persistant pourra donner lieu à arbitrage interministériel ou à la résiliation de la convention.

ARTICLE 12 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée allant du 23 juin au 16 septembre 2026. Elle prend effet au jour de la signature.

À Nogent-le-Rotrou, le

Le colonel Didier TALBOT,
commandant le 1^{er} régiment d'instruction et d'intervention
de la sécurité civile.

Monsieur Gérard FORCADA,
maire de la commune de Lézignan-Corbières.